

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2022-364
ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Stationnement d'un camion de déménagement au 18 rue Jean Jaurès le 12 janvier 2023

LE MAIRE DE GENAS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route,
Vu le Code pénal
Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des régions,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1964 portant règlement sur la conservation et à la surveillance des voies communales,
Vu la délibération n° 2013-06-05 du 4/12/2013 portant réglementation d'occupation temporaire du domaine public,
Vu la délibération n° 2019-09-18 du 16/12/2019 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public.

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la société G2G Déménagements
« contact@g2g-demenagement.fr »

- Objet de la demande : **Déménagement**
- Lieu : **18 rue Jean Jaurès**
- Date : **le 12 janvier 2023**

ARRETE

Article 1 - Le pétitionnaire demeure responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

- **La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire** à ses frais et sous sa responsabilité, conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (8^{ème} partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,
- Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules de secours et de la sécurité.
- **Toute dégradation constatée de la chaussée, de ses dépendances ou de la signalisation sera réparée aux frais du pétitionnaire.**

Article 2 : Le non-respect des dispositions édictées à l'article susvisé, pourra entraîner la verbalisation et la mise en fourrière du ou des véhicules en infraction (Art. R417-10 du code la route).

Article 3 – **La présente autorisation est soumise à redevance d'un montant de 21,36€ pour les places de stationnement** Ces droits doivent être acquittés sur l'émission d'un titre de recette établi par la Ville de Genas.

Article 4 – Le permissionnaire devra informer les services municipaux de son installation et se conformer à toutes les indications qui pourraient lui être données par ces services dans l'intérêt de la sécurité des personnes et de la conservation de la voirie publique.

Article 5 : Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire aux abords immédiats du chantier. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

Article 6 : Monsieur le Maire de Genas, la Police Municipale, la Gendarmerie de Genas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à :

- La DGS
- La Police Municipale et la GIE de Genas
- Le pétitionnaire

Fait à Genas, le 10 novembre 2022

Alexis Haillant



Adjoint à la sécurité publique